

Audit – Bureau d'Angers

4 rue Papiau de la Verrie
BP 70948
49009 Angers Cedex 01

T : +33 (0)2 41 66 77 88

www.bakertilly.fr

INITIATIVE MAYENNE

Association

Siège social : 12 Rue de Verdun – 53000 LAVAL

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



INITIATIVE MAYENNE

Association
Siège : 12 Rue de Verdun – 53000 LAVAL

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'Association INITIATIVE MAYENNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **INITIATIVE MAYENNE** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « Etat des provisions » de l'annexe indique la méthode de la provision pour prêt. Dans le cadre des évaluations significatives, nous avons procédé aux contrôles permettant de nous assurer de la pertinence de la méthode retenue. Nous avons également vérifié les calculs effectués afin de valider le montant de la provision inscrite au bilan.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Angers, le 11-06-2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

Fabrice BARRIER

✓ Certified by  yousign

Fabrice BARRIER

COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	16 353	16 353		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	21 439	8 813	12 626	16 378
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés	271 461		271 461	271 461
	Prêts	3 801 197	240 457	3 560 741	3 726 463
	Autres immobilisations financières	451		451	912
	TOTAL (I)	4 110 901	265 622	3 845 279	4 015 214
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes	1 660		1 660	2 598
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	22 742		22 742	
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	113 718		113 718	94 365
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	705 152		705 152	644 005
	DISPONIBILITES	935 521		935 521	939 077
	Charges constatées d'avance	2 879		2 879	358
	TOTAL (II)	1 781 672		1 781 672	1 680 403
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	5 892 573	265 622	5 626 951	5 695 617
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				3 561 192	3 727 375
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>	4 432 065	4 462 618
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	224 567	230 994
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	(72 580)	(36 979)
	Total des fonds propres	4 584 052	4 656 632
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports	953 216	953 216
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	953 216	953 216
	Total des fonds associatifs	5 537 267	5 609 848
Provisions	Provisions pour risques	36 000	24 000
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	36 000	24 000
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 947	15 827
	Dettes fiscales et sociales	26 457	33 304
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	6 724	6 218
	Produits constatés d'avance	3 556	6 420
	Total des dettes	53 683	61 769
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	5 626 951	5 695 617
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(72 580,28)	(36 979,41)
	(1) Dont à moins d'un an	53 683	61 769
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	63 254	42 800
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	5 699	29 210
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	218 012	236 245
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	26 463	24 859
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	9 645	28 943
Total des produits d'exploitation		323 072	362 056
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		246
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	150 786	172 173
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	708	767
	Salaires et traitements	144 336	161 561
	Charges sociales	40 198	49 677
	Dotation aux amortissements et dépréciations	3 752	1 600
	Dotation aux provisions	12 000	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	13	
Total des charges d'exploitation		351 792	386 024
RESULTAT D'EXPLOITATION		(28 719)	(23 967)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(28 719)	(23 967)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	31 776	18 822
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	119 048	102 594
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		150 823	121 417
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	87 252	61 054
	Intérêts et charges assimilées	106 456	70 324
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		193 708	131 377
RESULTAT FINANCIER		(42 885)	(9 960)
RESULTAT COURANT avant impôts		(71 604)	(33 928)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	1 114	187
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	1 114	187
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		351
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles		351
RESULTAT EXCEPTIONNEL		1 114	(164)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		2 090	2 888
TOTAL DES PRODUITS		475 009	483 660
TOTAL DES CHARGES		547 590	520 640
EXCEDENT ou DEFICIT		(72 580)	(36 979)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		76 254	73 920
Prestations en nature		135 620	139 648
Bénévolat			
TOTAL		211 874	213 568
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		76 254	73 920
Prestations		135 620	139 648
Personnel bénévole			
TOTAL		211 874	213 568

Notre association Initiative Mayenne est l'une des 214 plateformes associatives réparties sur tout le territoire métropolitain et outremerin formant le réseau Initiative France, le premier réseau associatif d'accompagnement et de financement d'entrepreneurs. Notre réseau de service d'intérêt économique général se fixe comme mission de contribuer à la réduction de la fracture sociale et territoriale en se mettant à l'écoute et au service des entrepreneurs, des territoires et du développement de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Au cœur de la raison d'être de notre association et de son réseau, figurent l'accompagnement et le financement de créateurs d'entreprise et d'entrepreneurs grâce à des prêts d'honneur personnels, sans intérêts et sans garantie permettant à ces derniers la mobilisation d'autres dispositifs -notamment bancaires- de soutien aux TPE et PME.

Pour réaliser sa mission, notre association s'appuie en particulier sur, d'une part, des collaborateurs professionnels compétents, et d'autre part, un réseau de bénévoles forts de leur expérience entrepreneuriale qui offrent aux porteurs de projets un accompagnement personnalisé, amont et aval au financement accordé par un comité d'agrément bienveillant regroupant des professionnels.

Notre association comme tout le réseau Initiative France est engagée dans un processus de qualité grâce à :

Une Charte d'éthique, un référentiel « métier », un système de qualification, une certification ISO 9001 de la tête de réseau, l'assistance de ses organisations régionales et des services de sa tête de réseau et du projet stratégique du réseau pour la période 2019-2022, la « promesse Initiative France »

Concrètement, sur l'exercice 2024, notre plateforme a étudié 289 dossiers, présenté au Comité d'agrément 202 projets dont 181 ont été validés en comité et 173 ont obtenu un financement correspondant à 1 292 300 € prêts personnels accordés et 776 700 € d'aide co-décidé IPDL et PTZ.

Informations sur les règles et méthodes comptables

Application des conventions générales

Justification des dérogations aux règles et méthodes comptables

Justification des méthodes retenues en cas de pluralités optionnelles

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions :

Du Plan Comptable Général : règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 et le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 de l'autorité des Normes Comptables (ANC)

Des normes comptables des personnes morales non commerçantes à but non lucratif : règlement ANC 2018-06 du 05 décembre 2018

Des normes comptables et financières spécifiques arrêtées par le réseau Initiative France pour donner suite à l'entrée en vigueur du règlement ANC 2018-06

Les comptes annuels sont établis avec sincérité dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

Permanence des méthodes sous les réserves 2024 mentionnées ci-après,

Indépendance des exercices

Continuité d'exploitation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Le règlement ANC 2018-06 offre aussi certaines options de comptabilisation. Notre association a opté :

- Pour la comptabilisation des cotisations, l'option retenue est celle de comptabiliser en fonction de l'émission de l'appel de fonds et non sur la base des encaissements

Informations relatives au bilan

- Tableau de mouvement des immobilisations – Voir annexe

- Autres titres immobilisés

Ils correspondent à des parts sociales souscrites pour 271 461 € au 31/12/2024

Ils correspondent également à 451 € de dépôt de garantie pour PEPS 53 lié à l'association Mayage.

- Prêts (NIF et ANC 2018-06)

L'état des prêts décaissés à l'actif du bilan se présente ainsi :

Le montant brut des prêts décaissés au 31/12/2024 s'élève à un montant de 3 801 197 € contre 3 988 716 € au 31/12/2023.

- Tableau des amortissements – Voir annexe

- Tableau des provisions – voir annexe

- **Etat des provisions (NIF)**

14 prêts pour un montant de 70 747.97 € ont été repris pour être passés en perte
 59 prêts pour un montant de 48 299.55 € ont été repris sans être utilisés
 24 prêts pour un montant de 87 251.84 € ont été dotés

Un total de provision d'un montant de 240 457 € sur les 3.8 M€ de prêt en cours de remboursement

Les prêts sont provisionnés sur le montant net de garantie BPI selon la règle suivante :

Entreprise non active sans incident de remboursement : 25 %
 Plus de 3 et jusqu'à 6 impayés : 50%
 Plus de 6 impayés : 75%
 En redressement judiciaire ou liquidation de bien : 100% (en cas de garantie BPI, 30 % pour les créations & 50 % pour les reprises)
 En cas de cessation d'activité : 100%

- Tableau des créances – voir annexes. Le montant des prêts accordés remboursables à plus d'un an ne peut être évalué.

- Répartition de la trésorerie (NIF)

Au 31 12 2024, la trésorerie se décompose ainsi selon la méthode préférentielle préconisée par la Norme Initiative France :

Trésorerie au 31/12/2024	
trés. sur le fonds de prêt	1 411 653 €
trés. Fonctionnement	229 020 €
total	1 640 673 €

- Etat des dettes – voir annexes

Montant des engagements financiers (NIF)

Au 31/12/2024, le montant des prêts accordés par le comité d'agrément mais non décaissés n'est pas comptabilisé mais figure parmi les engagements hors bilan. Il s'élève au 31 12 2024 à un montant de 272 500 € pour 46 dossiers.

- Variation des fonds propres (ANC 2018-06 et NIF)

La variation des fonds propres sur l'activité prêt peut se résumer ainsi (NIF) :

Fonds de prêts sans droit de reprise au 31 12 2024 : 4 432 065 € soit une variation de – 30 553 € par rapport à l'exercice précédent

Fonds de prêts avec droit de reprise au 31 12 2024 : 953 216 € inchangé par rapport à l'exercice précédent

La quote-part des fonds propres, affectable au fonctionnement de la plateforme, se présente ainsi (NIF) :

Réserves	31 12 2024
fonctionnement	montant
réserves	224 567 €
report à nouveau	0 €
sous-total	224 567 €
résultat fonctionnement	- 4 453 €
total	229 020 €

Les ressources de fonds de prêts octroyés dans le cadre des prêts d'honneur accordés par l'association sont enregistrées dans les comptes d'apports avec ou sans droit de reprise ou d'emprunts selon les obligations conventionnelles.

Les pertes et dépréciations constatées lors de l'exercice précédent sur les prêts d'honneur ont fait l'objet d'une décision de l'Assemblée Générale annuelle et doivent être imputées pour un montant équivalent des dépréciations et pertes de l'actif immobilisé au niveau des apports et emprunts qui les ont financés, dans des comptes spécifiques, apparaissant en négatif des postes du bilan passif.

Les pertes et dépréciations sont réparties au pourcentage du point des apports avec ou sans droit de reprise ou emprunts sur le total des ressources de fonds de prêts disponibles par type de prêts.

- Etat des fonds de prêts

Droit de reprise ou sans	Répartition des fonds par territoire 2024							
	Organisme	PASSIF			ACTIF			
		Dotation réelle	Dotation compta (hors perte)	Dont perte avant 2024	Perte 2024	Encours réel	Solde par territoire	Engagés non décaissés
sans	BOCAGE MAYENNAIS	97 777	153 726	55 949	4 805	152 716	- 59 744	27 700
sans	CHÂTEAU-GONTIER	203 938	275 945	72 007	6 244	263 747	- 66 053	13 000
sans	COEVRONS	308 186	376 089	67 903	9 217	164 512	134 457	24 000
sans	CRAON	128 352	152 724	24 372		227 022	- 98 671	6 000
sans	ERNEE	115 306	158 712	43 406	4 526	237 421	- 126 641	26 200
sans	LAVAL LOIRON	680 042	920 515	240 473	13 596	980 906	- 314 461	106 800
sans	MAYENNE	297 806	356 260	58 454	7 125	239 213	51 468	32 800
sans	MESLAY-GREZ	85 677	94 583	8 906		89 690	- 4 013	2 500
sans	LE MONT DES AVALOIRS	158 226	187 255	29 029	5 298	121 882	31 047	6 800
sans	REGION DES PAYS DE LA LOIRE	664 320	664 320	-		-	664 320	
sans	FONDS NON AFFECTES (BPO)	8 000	8 000	-		-	8 000	
TOTAL	PRÊT LOCAUX CREATION REPRISE	2 747 629	3 348 129	600 500	50 810	2 477 110	219 709	245 800
sans	REGION DES PAYS DE LA LOIRE	580 330	580 330	64 128		590 789	283 342	
sans	FONDS PROPRES	15 245	15 245					
sans	PARTENAIRES BANCAIRES	114 535	114 535					
avec	PARTENAIRES BANCAIRES (Caisse Epargne)	43 750	43 750					
sans	FONDS DEPARTEMENTAL	120 271	184 399					
TOTAL	PRÊT DEPARTEMENTAUX	874 131	938 259	64 128	-	590 789	283 342	-
sans	FONDS PROPRE	300 000	300 000				300 000	
TOTAL	PRET IMPACT	300 000	300 000	-	-	-	300 000	-
sans	COLLECTIVITES & CG 53	443 816	642 626	198 810		398 901	323 796	20 000
sans	CDC	278 881	350 000	71 119				
TOTAL	PRÊT INNOVATION	722 697	992 626	269 929	-	398 901	323 796	20 000
sans	Fonds propres & collectivité	146 807	146 807	-	26 445	113 332	240 438	6 700
avec	CDC	115 000	115 000					
avec	REGION DES PAYS DE LA LOIRE	91 963	91 963					
TOTAL	PRÊT CROISSANCE	353 770	353 770	-	26 445	113 332	240 438	6 700
sans	FONDS PROPRES	149 812	192 315	42 503		221 065	352 369	
avec	REGION DES PAYS DE LA LOIRE	229 203	243 643	14 440				
avec	CG 53 (dt cout fonctionnement)	124 233	214 413	90 180				
avec	CDC	70 186	90 000	19 814				
TOTAL	PRÊT DEVELOPPEMENT	573 434	740 371	166 937		221 065	352 369	-
sans	Collectivité et CD 53	108 953	386 922	277 969	29 201	-	108 953	
	FONDS DE PRÊT SCOP	108 953	386 922	277 969	29 201	-	108 953	
	CUMUL PERTES FDS DE PRÊT	23 081	23 081	23 081			21 311	
	TOTAL DES FONDS	5 657 533	7 060 077	1 402 544	106 456	3 801 197	1 805 526	272 500

- Montant des apports non encaissés (NIF)

Au 31/12/2024, le montant des apports en fonds de prêt accordés mais non encore encaissés à l'actif du bilan s'élève 272 500 €.

Informations relatives aux comptes de résultat

Le règlement ANC 2018-06 demande des informations complémentaires dans l'annexe portant notamment sur :

- Le montant des concours publics et des subventions reçues par l'entité par nature de concours ou subventions et par catégories d'autorités publiques (ANC 2018-06)
- Les contributions en nature : modalités de recensement, de quantification et de valorisation (ANC 2018-06)

- Montant des concours publics et subventions reçues (ANC 2018-06)

	2024			2023		
concours publics	concours	subventions	subventions	concours	subventions	subventions
subventions	publics	exploit.	investis.	publics	exploit.	investis.
Union Européenne						
Etat		39 479 €			67 727 €	
Conseil Régional		47 000 €			55 000 €	
Intercommunalités	131 533 €			113 518 €		
autres						
total	131 533 €	86 479 €		113 518 €	122 727 €	

- Abandon de frais par les bénévoles (ANC 2018-06)

Les frais engagés par les bénévoles dans le cadre de leur activité de bénévolat sont enregistrés dans les comptes de charges correspondant à leur nature sur la base des dépenses réelles et justifiées et récapitulées dans une note de frais. La renonciation au remboursement de frais par le bénévole est matérialisée sur la note de frais produite par le bénévole et est comptabilisée en dons manuels (compte 75412 abandon de frais par les bénévoles).

L'abandon de frais ne constitue pas une contribution volontaire en nature.

- Décomposition du compte de résultat par activité (NIF)

2024				
	total	fonctionnement	prêts	Autres activités
produits exploitation	322 961	297 598	25 363	
charges exploitation	351 680	323 944	27 736	
<i>résultat exploitation</i>	-28 719	-26 346	-2 373	
produits financiers	150 824	31 776	119 048	
charges financières	193 708	0	193 708	
<i>résultat financier</i>	-42 884	31 776	-74 660	
<i>résultat courant</i>	-71 603	5 430	-77 033	
produits except.	1 114	1 114	-	
charges except.			-	
<i>résultat exceptionnel</i>	1 114	1 114	-	
<i>impôt sur les sociétés</i>	2 090	2 090		
<i>résultat net</i>	-72 579	4 454	-77 033	

Contributions en nature (ANC 2018-06)

<i>Produit</i>	
dons en nature	0 €
prestation en nature	76 524 €
bénévolat	135 861 €
total	212 385 €
<i>charges</i>	
secours en nature	0
màd gratuite de biens	0
commodat (prêt)	0 €
prestation en nature	76 524 €
personnel bénévole	135 861 €
total	212 385 €

Le bénévolat est quantifié grâce :

- le bénévolat des parrains est évalué sur la base de 6 rencontres tous les deux mois de 2 h – 55 parrainages étaient en cours en 2024.
- aux feuilles de présences remplies lors des différentes réunions comme les réunions des comités d’agrément,

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 1 756 heures consacrées par les bénévoles à des comités d’agrément et 504 heures au titre du parrainage. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 60 €/heure correspond à un montant de 135 620 €.

La prestation en nature est quantifiée ainsi :

L'évaluation des prestations est effectuée à partir des conventions mise en place avec les EPCI de la Mayenne.

Pour les mises à disposition de personnel, celles-ci doivent être identifiées comme des prestations en nature 2 733 heure à 28 € de l'heure.

Autres informations

- Effectif moyen (ANC 2014-03 et NIF)

L'effectif moyen est exprimé en ETP (équivalent temps plein) et comprend les mises à disposition des personnes et les bénévoles concourant à l'activité.

effectif	
cadres	1
non cadres	3.7
<i>sous total</i>	<i>4.7</i>
personnel m-à-d facturé	0.04
personnel m-à-d CVN	1.9
sous-total	
bénévolat	
total général	6,64

- Honoraires du commissaire aux comptes (ANC 2014-03 et NIF)

honoraire CAC	31 12 2024
certification des comptes	5 032 €
autres missions	
total	5 032 €

- Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés

Les fonctions des membres du bureau ne sont pas rémunérées. La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à communiquer une rémunération individuelle.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	16 353					16 353
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 353					16 353
CORPORELLES	Terrains	21 439					21 439
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier						
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits	21 439					21 439
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		21 439					21 439
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence	271 461					271 461
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		4 271 089		1 696 800		1 894 780
TOTAL		4 308 881		1 696 800		1 894 780	4 110 901

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	16 353			16 353
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 353			16 353
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	5 062	3 752		8 813
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 062	3 752		8 813
TOTAL		21 414	3 752		25 166

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	24 000	12 000		36 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	24 000	12 000		36 000
	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	272 252	87 252	119 048	240 457
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	272 252	87 252	119 048	240 457
TOTAL GENERAL		296 252	99 252	119 048	276 457
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			12 000 87 252	119 048	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	3 801 197	3 801 197	
	Autres immobilisations financières	451	451	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	22 742	22 742	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	91 997	91 997	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	21 721	21 721	
	Charges constatées d'avance	2 879	2 879	
	TOTAL DES CREANCES	3 940 987	3 940 987	
	Prêts accordés en cours d'exercice	1 396 800		
	Remboursements obtenus en cours d'exercice	1 594 780		
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	16 947	16 947		
	Personnel et comptes rattachés	12 436	12 436		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 661	11 661		
	Impôts sur les bénéfices	2 090	2 090		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	270	270		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	6 724	6 724		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	3 556	3 556		
	TOTAL DES DETTES	53 683	53 683		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				